L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 14 FEVRIER.

FRANCE.

Nous avons reçu hier plusieurs malles de France arriérées ; nos derniers journaux sont du 25 janvier. En voici quelques extraits :

Nous avons eu occasion de voir quelques députés du centre droit et de la droite, membres de la commission des Trente, et nous avons le regret de constater qu'ils nous ont paru fort découragés sur l'issue des négociations en cours avec le gouvernement pour arriver à une entente.

Ce n'est pas, nous disait l'un d'eux, qu'il faille accuser peut-être l'un ou l'autre des partis de mauvais vouloir ; non ; si l'on ne fait rien, c'est qu'on ne peut rien faire. L'on se trouve dans une impasse dont on ne peut sortir qu'au prix d'une action absolument décisive qu'on n'ose pas risquer.

M. Thiers vient de renoncer au voyage qu'il avait projeté à Calais ; il se rend à Tarbes, et il prétend qu'on va expérimenter dans cette ville de nouveaux engins qui auront un effet prodigieux.

On nous assure, dit le *Mémorial*, que la manufacture d'armes de Saint-Etienne vient de recevoir une commande très importante du gouverne ent pour l'année 1873.

Avec 7000 ouvriers, on espère parvenir à fabriquer 1200 fusils par jour.

Préoccupé des illusions officielles dont l'empereur Napoléon III a été l'objet après sa mort de la part du monde politique étranger, M. Thiers a fait faire des recherches pour savoir ce qui s'était passé lors de la mort du roi Charles X et du roi Louis-Philippe, et il s'est convaincu que ces démonstrations avaient un caractère exceptionnel de déférence.

Trois membres du corps diplomatique seulement assistaient aux obsèques du roi Louis-Philippe, les ministres de Naples, de Belgique et d'Espagne.

Aux obsèques du roi Charles X, qui eurent lieu à Goritz, il n'y eut aucun représentant d'aucun souverain, mais le capitaine commandant du corps de la Haute-Savoie vint avec la garde bourgeoise, et toutes les cours prirent le deuil.

Les légitimistes ayant voulu faire célébrer des messes à Paris, à l'occasion du gouvernement de Louis-Philippe s'y opposa.

On écrit de Marseille :

On a aujourd'hui quelques renseignements sur les arrestations opérées ces jours derniers dans cette ville. On sait qu'il travaillait sur le port au chargement et au déchargement des navires, le nommé Pascal, a été arrêté à son domicile, rue Saint-Sébastien, dans la matinée du lundi. On dit que Pascal était affilié à l'Internationale ou du moins à une des sociétés secrètes qui tendent à se reformer dans le Midi. Un autre travailleur du quartier du Nouveau Cimetiere a été également mis en lieu sûr.

On a remarqué que ces arrestations se rattachent à celle de Curet, qui passe pour un chef des nouvelles associations dont l'organisation conjure le pouvoir des publicistes. Ce Curet qui a joué ici un rôle sous la Commune et qui avait été condamné par contumace après les événements n'avait pas paru à Marseille depuis un an des modifications ardentes de cette nouvelle Organisation dont vous parliez récemment.

Les inspecteurs principaux de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée sont saisis des projets de la marche des trains, ayant pour but le rétablissement des trains rapides entre Paris et Marseille.

On espère que ce train si utile au commerce de notre ville, pourra être rétabli très prochainement.

Le général Mottmann est arrivé de Saint-Etienne, pour passer en revue trimestriellement les 35e et 38e régiments de ligne, en garnison ici.

Le *Var*, navire de l'Etat, est parti ces jours-ci pour la Nouvelle-Calédonie, et avait à son bord Etienne père, condamné par le tout conseil de guerre pour participation aux faits insurrectionnels relatifs au mouvement du 4 avril 1871.

De nouvelles arrestations pour affiliation à l'Internationale viennent d'avoir lieu dans les départements du Doubs et du Jura.

Le parquet de Paris en a été informé.

Le *Messager de Toulouse* annonce aussi que de nouvelles arrestations de membres de l'Internationale ont été opérées là se même dernière dans cette ville et dans les environs.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Les quelques arrestations opérées parmi les affiliés à l'Internationale ont naturellement amené la trace d'une organisation complète établie par cette société secrète. Dans toutes les grandes villes, les associés à l'Internationale ont leur unité, qui fait depuis un an, grâce à l'impunité, une active propagande dans le but de former une véritable armée prête à entrer en lutte aux premiers troubles qui pourraient éclater.

L'affaire de l'arrestation des affiliés à l'Internationale prend, dit le *Figaro*, des proportions de plus en plus considérables. Le nombre des individus sur lesquels l'attention a été appelée, et qui paraissent avoir joué un rôle de quelque importance, est actuellement de dix-sept. De plus, les meilleurs agents de la sûreté ont été expédiés à Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille et Nevers.

On écrit de Béziers, à l'*Union nationale* de Montpellier :

Trois individus viennent d'être arrêtés comme prévenus d'affiliation à l'Internationale ; ce sont les nommés : Salvatore-Spitzer, ex-garde-chef de la maison d'arrêt ; Bilhol, maçon, et Jarland, ouvrier tanneur. Ce dernier est le père de la jeune fille qui, mariée civilement il y a quelques mois, fut suivie depuis d'Hôtel-de-Ville jusqu'au Jambourg par trois cents couples portant des immortelles rouges. La solennité donnée à ce mariage fut organisée à la mairie, comme dédommagement de la fête du 4 septembre, pompeusement annoncée par une proclamation de M. Perreal, mais qui fut interdite par M. Limbourg.

Nous lisons également à ce sujet dans l'*Ordre* :

Le conseil des ministres a dû s'occuper, ces jours, de l'affaire de l'Internationale.

Les arrestations déjà faites sont, paraît-il, fort importantes, et ce n'est pas seulement dans le Midi, mais dans l'Ouest et dans les Centre que s'étendent les ramifications de l'association.

De nouveaux agents de la sûreté ont été envoyés sur les points désignés, et des instructions spéciales adressées aux préfets et aux procureurs-généraux.

En même temps, quelques-uns de nos agents à l'étranger ont été invités à vérifier avec la plus scrupuleuse attention les demandes de rapatriement qui leur seraient soumises.

Voici des dépêches sur les inondations dans le midi de la France :

Pau, 21 janvier, soir.—La tempête a causé de grands ravages à St-Jean de Luz et à Biarritz. Les populations sont effrayées et craignent des désastres pour cette nuit.

Nice, 21 janvier.—Un vent violent règne sur la Méditerranée depuis ce matin. Les dégâts sont considérables, notamment sur la côte ferrée aux environs de Savone (Italie).

Nice, 21 janvier.—A la suite d'un ouragan qui a éclaté dans la nuit du 18 au 19 et dans la journée du lendemain, toutes les rivières et cours d'eau du département ont éprouvé une crue considérable, qui a occasionné beaucoup de dégâts. La partie basse de la Malone Sainte-Heray a été inondée, et les habitants ont dû déménager sans avoir pu mettre leurs effets en lieu sûr. Les premiers secours ont été distribués par la municipalité.

Auch, 21 janvier.—La Gers a débordé, le chemin de fer de Lannemezan a été coupé par l'inondation à l'Isle-de-Noé. Des mesures ont été prises pour assurer le service par Mirande.

Auch, 22 janvier.—Le Gers se maintient depuis ses anciens niveaux qu'hier. Des ébouliers tiers de la partie supérieure de la rivière indiquent une baisse. Les autres cours d'eau du département, notamment la Baise, la Gimone, l'Osse, la Save, à Gondrez, sont sortis de leur lit, mais commencent à diminuer. Pas d'accident, hormis grave à la station de l'Isle-de-Noé, sur le chemin de fer d'Auch à Lannemezan, où la Baise ont interrompu pendant une journée la marche des trains. Aujourd'hui, les communications sont rétablies.

Saint-Jean-de-Luz, 22 janvier, soir.—Les dégâts sont moindres qu'on ne le craignait. Le vent a passé sans violence et il fait calme relatif. La digue de Socoa a résisté admirablement aux assauts d'une mer furieuse et telle qu'on ne l'avait jamais vue de mémoire d'homme. Elle a protégé la partie basse de la ville.

Les ingénieurs vont prolonger le seuil de garantie, protection temporaire jusqu'à l'achèvement de la digue définitive. Un grand vapeur est à la côte. On le regarde comme perdu, mais l'équipage est sauvé.

—Nous apprenons que les travaux d'amélioration et de transformation entrepris par la Compagnie transatlantique sur quelques-uns des bâtiments de sa flotte approchent de leur terme.

Le Pérou, à bord duquel on place des chaudières neuves, sera prêt dans quelques jours.

La *Ville du Havre*, qu'on transforme, le sera de fin février au 15 mars. Elle pourra porter dans ses cales désormais 4,000 mètres cubes de marchandises.

L'*Europe*, qu'on transforme également, ne sera prêt que quelques mois plus tard. Sa portée sera de 3,600 mètres cubes.

—A la dernière séance de l'Académie, M. Auguste Barbier, l'auteur des *Iambes*, a vivement blâmé le duc d'Aumale de n'avoir point encore terminé son discours de réception.

M. Cuvillier-Fleury a répondu que dix pages de bonne prose sont plus longues à écrire que des vers.

Si M. Cuvillier-Fleury dit vrai, nous attendrons encore longtemps le discours du duc d'Aumale, et l'Académie s'est un peu trop pressée de le faire entrer dans son sein, car nous ne savons pas que le noble duc ait jamais écrit dix pages de bonne prose plus longues à écrire que des vers, selon M. Cuvillier-Fleury.

A moins qu'il soit facile pour faire partie de la docte assemblée d'être duc et pr... pendant.

L'ECONOMIE POLITIQUE ET LES OUVRIERS.

Il se fait depuis longtemps, mais actuellement surtout, de très grands efforts pour vulgariser dans les masses et populariser dans les ateliers les indispensables notions de l'économie politique. Cette campagne utile contre l'ignorance économique est une entreprise à la fois patriotique et humanitaire. C'est là le vrai socialisme, le seul qui soit intelligent et juste ; celui qui apprend aux particuliers et aux groupes d'individus, à ne demander leur bien-être qu'à l'observation des règles nécessaires qui régissent les phénomènes de la production, de la distribution et de la consommation.

De toutes parts, l'économie politique s'offre aux classes ouvrières pour les éclairer et les guider dans l'étude des lois du travail, indépendamment des cours professés dans des établissements spéciaux, tels que le Conservatoire des arts et métiers, ou donnés par l'Association philotechnique indépendamment ; des conférences libres qui s'ouvrent sur tous les points de Paris, les municipalités ont eu l'excellente idée de créer des cours d'économie politique dans leurs mairies respectives, et d'y convier les habitants de leur arrondissement. Les maîtres les plus autorisés de la science des Bastiat, des Schmidt et des Jean-Baptiste Say, ne dédaignent point de monter dans ces chaires populaires ; et c'est ainsi que nous annoncions dernièrement l'ouverture du cours d'économie politique de M. Hippolyte Passy, dans l'un des quartiers les plus populeux de la capitale.

Dans une conférence faite à la salle des Ecoles, le 29 octobre 1872, M. Woolwski, membre de l'Institut et député de la Seine, a exposé cette netteté d'expression, cette profondeur de pensée, et ce rare bon sens qui sont le trait caractéristique de son talent de vulgarisateur, l'utilité pour les ouvriers d'étudier l'économie politique. Il a montré que la science économique était pour eux être l'apanage exclusif de l'homme d'Etat, de l'administrateur, du financier, mais que son étude n'est pas moins nécessaire à l'ouvrier, du moment où celui-ci a cessé d'être un simple rouage dans l'immense mécanisme du travail. Quand, en effet, on agite les questions de la production, de la circulation et de la distribution des biens ; quand on s'applique à déterminer le rôle et à préciser les droits du travail, du salaire, du capitaliste, de l'intérêt, de la rente, de la propriété ; quand on étudie les résultats de la liberté de l'échange, on bien l'action de la monnaie, du crédit, des machines, de l'association, c'est de l'existence même des ouvriers qu'on décide, c'est de leur sort qu'il est question, et il importe qu'ils connaissent les lois naturelles d'après lesquelles se développe l'économie des sociétés humaines.

Ce n'est pas que M. Wolowski ait l'illusion de considérer l'économie politique comme la panacée infaillible, pour prévenir et guérir tous les maux sociaux. Elle ne peut rien, dit-il, contre la nature des choses et la nature de l'homme ; mais elle peut, en améliorant les données pratiques, modifier la solution. Si elle guérit les illusions et calme les impatiences, en montrant en même temps la voie des améliorations réelles, elle portera des fruits également favorables au bien-être de tous et à la concorde sociale. Développer les principes qui la gouvernent doit suffire pour les faire respecter et aimer, car la part de chacun, dans les résultats du travail commun des hommes réunis en société, grandit simultanément, lorsqu'ils comprennent et qu'ils appliquent les lois qui président à leur partage.

Dans cette belle conférence, qui a été recueillie par la stéographie et publiée *in extenso* dans le *Journal des économistes*, de novembre 1872, M. Wolowski ne s'est pas borné à démontrer, par des exemples, l'utilité de la connaissance de l'économie politique pour les ouvriers ; il a encore mis courbe à la plupart des erreurs économiques, dont la diffusion dans les masses fausse les relations entre le capital et le travail, excite les esprits et éclate en troubles désastreux et de la nature, ce point de vue, les discours du savant et populaire député de la Seine a été l'action d'un homme de bien.

"L'augmentation du salaire,—a-t-il dit en terminant,—n'est sérieuse que si elle est fait point obstacle à l'étendue de la production. On n'arrive à ce résultat que quand on obtient le concours d'un outillage perfectionné et qu'on sait mieux en user partout l'on crée. L'augmentation du capital et le progrès des lumières sont indispensables. Vouloir gagner plus quand on produit moins, c'est une illusion qui ne tarde point à se dissiper en un abaissement simultané de la condition générale.

"La force n'y peut rien, elle est impuissante contre la marche naturelle des choses. A mesure que la production faudit, la demande des bras diminue : la consommation décline, et, par une conséquence inévitable, l'occupation qui alimente le travail s'arrête. Il n'y a de progrès sérieux que celui qui profite à tous, sans forcer aucune part légitime. Un vieux proverbe disait : Qui n'y a rien, ne perd ses droits." Il en est du souverain moderne, le peuple, comme des anciens souverains, dont la richesse revenait d'une façon ou d'une autre à leurs sujets.

"Pour obtenir du progrès véritable, il faut travailler mieux et rencontrer le concours d'un capital plus abondant. Toutes les multiplications artificielles de l'effort s'évanouit au contact d'autres exhaustes tants analogues ; l'échange ramène à l'équilibre la balance des intérêts, alors qu'on a voulu y jeter de faux poids. Il n'y a de profit que là où il y a augmentation de la masse des produits et amélioration de leur qualité. Il n'y a amélioration véritable que celle ouvrière que l'on sait, au lieu de détruire les machines ou les perfectionne ; ou au lieu d'effaroucher le capital, on en protège l'accumulation ; que l'on aide à développer la richesse en garantissant la propriété. Autrement on agit comme le sauvage *qui coupe l'arbre* pour en cueillir le fruit.

Ces vérités-là sont de tous les temps ; mais il y a des époques où elles semblent rajeunir d'actualité.

LETTRES D'ALSACE.

On écrit de Strasbourg, 18 janvier, au *Siècle* :

Sous le titre de *Pétitesses*, le *Courrier du Bas Rhin*, organe avéré, quoique non officiel, du gouvernement prussien, publie un long article dans lequel il déplore, comme un fâcheux symptôme, l'influence que prennent les femmes dans cette légitime propriétaire. Il menace de l'exercice immédiat des droits politiques, et c'est de l'exercice immédiat des droits politiques, et c'est de l'exercice immédiat des droits politiques, et c'est